

**COMPTE RENDU SOMMAIRE
DE LA
SESSION DES REPRÉSENTANTS SUPPLÉANTS N° 04-01**

Le Conseil de la Commission de coopération environnementale (CCE) s'est réuni, par l'entremise de ses représentants suppléants, les 11 et 12 mars 2004 à Oaxaca, au Mexique. Deux représentants du Mexique, M^{me} Maria Teresa Bandala et M. José Manuel Bulás, coprésidaient la séance, et M^{me} Norine Smith et M. Jerry Clifford représentaient respectivement le Canada et les États-Unis. M^{me} Donna Tingley représentait le Comité consultatif public mixte (CCPM) et le directeur exécutif de la CCE, M. William Kennedy, le Secrétariat. La secrétaire du Conseil, M^{me} Julie-Anne Bellefleur, agissait à titre de secrétaire de la séance, et d'autres représentants officiels des Parties et du Secrétariat y assistaient également (voir l'annexe A).

Point 1 Adoption de l'ordre du jour

Les représentants suppléants adoptent l'ordre du jour en se fondant sur sa version provisoire (voir l'annexe B).

Point 2 Compte rendu du directeur exécutif

Le directeur exécutif, M. William Kennedy, expose les points saillants de son rapport sur les activités de la CCE (voir l'annexe C), et distribue des copies du rapport, qu'a commandé le Secrétariat au début de 2003, sur le fonctionnement des groupes de travail et des comités de la CCE. Faisant remarquer que le mandat et la structure de plusieurs de ces groupes comportent des différences, il invite les Parties à envisager la possibilité de se pencher sur cette situation et d'y apporter des correctifs afin d'améliorer la reddition de comptes, les capacités d'orientation, la transparence et le rendement des groupes en question. À cette fin, M. Kennedy offre aux Parties de leur formuler certaines suggestions à l'automne de 2004 afin qu'elles puissent entreprendre un tel examen. Estimant nécessaire que le Conseil donne suite aux conclusions de l'examen décennal au mois de juin, il propose aux Parties d'envisager l'élaboration d'une déclaration ou d'une prise de position faisant part du fait que les Parties réitèrent leur engagement à renforcer la coopération environnementale entre les trois pays.

Les représentants suppléants conviennent, compte tenu du budget de la CCE et de l'examen décennal, qu'il serait opportun d'analyser le fonctionnement des groupes de travail, et disent espérer que les Parties pourront s'entendre à ce sujet avant la tenue de la session ordinaire du Conseil. Ils cautionnent également la suggestion du directeur exécutif d'élaborer une déclaration en prévision de la session, et décident de l'étudier en détail dans le cadre d'un point plus opportun de l'ordre du jour.

La présidente du CCPM, M^{me} Donna Tingley, souligne l'importance que revêtent les relations entre le CCPM et les groupes de travail de la CCE, comme l'indique d'ailleurs le rapport, et qu'il faudrait y nommer des intervenants ne faisant pas partie des gouvernements. D'autre part, en ce

qui a trait à la suggestion d'élaborer une déclaration sur l'avenir de la CCE, M^{me} Tingley estime essentiel que cette déclaration se fonde sur les conclusions de l'examen décennal.

Répondant à la représentante suppléante canadienne qui désire savoir si les Parties apportent un soutien suffisant au Secrétariat pour qu'il puisse finaliser l'examen bisannuel de l'application du *Programme de coopération sur la santé des enfants et l'environnement en Amérique du Nord* et en présenter les conclusions au cours de la session ordinaire du Conseil, le Secrétariat dit douter que cela soit possible, car le Mexique n'est pas en mesure de participer pleinement aux activités relatives à la santé des enfants et à l'environnement.

Point 3 Compte rendu de la présidente du CCPM

La présidente du CCPM mentionne qu'elle s'est réunie un peu plus tôt au cours de l'année avec des représentants du Secrétariat afin d'étudier des moyens d'optimiser la contribution du CCPM aux activités de la CCE. Elle précise que le Comité continuera de tenir le Secrétariat au courant de ses propres activités et le renseignera sur des sujets particuliers lorsqu'il lui en fera la demande. M^{me} Tingley déclare également que le CCPM a l'intention de collaborer avec le Secrétariat dès le début du processus de planification opérationnelle, et que les membres du groupe de travail connexe du CCPM se réuniront avec des représentants du Secrétariat au cours de l'été prochain afin de leur donner des conseils stratégiques sur les priorités. Elle signale en outre que, au cours de la session ordinaire qu'ils tiendront le lendemain, les membres du CCPM examineront le nouveau projet de renforcement des capacités que le Secrétariat a proposé, et qui visera plus particulièrement les peuples autochtones. Elle indique aussi que le CCPM est désireux d'élargir les efforts de communication dans le cadre de ses activités, mais aussi pour aider le Secrétariat à publiciser l'ensemble des activités de la CCE, et que le Comité mettra la dernière main à sa stratégie de communication au cours de sa session ordinaire du jour suivant. M^{me} Tingley conclut en informant les représentants suppléants que le CCPM serait désireux d'examiner les questions suivantes durant leur réunion conjointe du lendemain : i) la perception de conflit d'intérêts dont les membres du Conseil font l'objet au cours du processus relatif aux communications de citoyens; ii) le degré d'efficacité du déroulement de la séance à huis clos entre le Conseil et le CCPM ainsi que de la séance publique; iii) l'amélioration des communications entre le Conseil et le CCPM.

Les représentants suppléants saisissent tout d'abord l'occasion de souhaiter la bienvenue à M^{me} Tingley, qui assiste à une première réunion à titre de présidente du CCPM. Ils reconnaissent qu'il faudrait que leurs réponses aux lettres du CCPM soient plus rapides, et souhaitent qu'une discussion approfondie en personne puisse atténuer les tensions et améliorer les communications. Ils se disent également intéressés à connaître l'opinion du CCPM sur le rapport du Comité d'examen décennal de l'ANACDE (CEDAA), ainsi que sur la suite à donner au rapport concernant les groupes de travail et les comités de la CCE.

Rappelant que la première phase de l'établissement du nouveau plan opérationnel de la CCE, qui consistait à fixer des buts et des objectifs plus généraux, fait partie d'un processus à long terme visant à mener une démarche plus transparente, plus cohérente et plus stratégique, le Secrétariat mentionne que la prochaine phase, au cours de laquelle la CCE s'emploiera à établir son plan

opérationnel pour l'année prochaine, aura pour but d'améliorer les méthodes de surveillance, d'évaluation et de reddition de comptes. Pour ce faire, il suggère que le Secrétariat entame des discussions avec le CCPM et les Parties au tout début du processus afin de savoir de quel genre d'information ils auraient besoin.

Point 4 Adoption de comptes rendus sommaires

Les représentants suppléants adoptent les comptes rendus sommaires des deux dernières sessions qu'ils ont tenues les 20 et 21 novembre et le 19 décembre 2003.

Point 5 Communications sur les questions d'application visées aux articles 14 et 15 de l'ANACDE

Point 5.1 Communication SEM-02-001 : Exploitation forestière en Ontario

Les représentants suppléants adoptent la résolution n° 04-03 (voir l'annexe D) prescrivant au Secrétariat de constituer un dossier factuel en fonction des assertions contenues dans la communication SEM-02-001, à savoir que le Canada aurait omis d'appliquer l'alinéa 6a) du *Règlement sur les oiseaux migrateurs* relativement aux activités de coupe à blanc menées entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2001, notamment durant la saison de nidification des oiseaux migrateurs, dans les quarante-neuf unités d'aménagement forestier de la province de l'Ontario que les auteurs de la communication ont relevées.

La présidente du CCPM déclare vouloir éviter de formuler des observations sur le contenu de cette résolution, car l'examen de l'application de la résolution du Conseil n° 00-09 est en cours et le CCPM attend encore une réponse du Conseil à son avis sur la limitation de la portée des dossiers factuels.

Un membre du Secrétariat se dit quelque peu soucieux du fait que les Parties aient tendance à exclure le Secrétariat de leurs délibérations lorsqu'elles doivent voter au sujet d'un dossier factuel, et soient réticentes à remettre une copie des ébauches de résolution au Secrétariat et au CCPM. Estimant important qu'elles connaissent le point de vue du Secrétariat au cours de leurs délibérations, il invite les représentants suppléants à trouver le moyen de faire participer le Secrétariat dès le début du processus.

Les représentants suppléants reconnaissent que, dans certains cas, les Parties auraient pu juger utile de consulter le Secrétariat afin d'éclaircir certaines questions, mais que les membres du Conseil ont la prérogative de ne délibérer qu'entre eux. Ils estiment par ailleurs important de respecter l'indépendance du Secrétariat lorsqu'il formule des recommandations, tout comme celle des Parties lorsqu'elles y répondent.

Point 5.2 Limitation de la portée des dossiers factuels et examen de l'application de la résolution du Conseil n° 00-09

Les représentants suppléants conviennent qu'il est essentiel d'accélérer l'examen de l'application de la résolution du Conseil n° 00-09 afin que le rapport qui en découlera soit prêt en

juin 2004 et qu'il expose le mode d'évaluation et les conclusions des Parties sur cette application. Ils s'entendent également sur l'importance de solliciter le point de vue du Secrétariat et du CCPM à ce sujet, et les invitent à leur en faire part de la manière qu'ils jugeront appropriée au cas où ils voudraient apporter des éléments supplémentaires aux informations qu'ils lui ont déjà fournies.

Point 6 Session ordinaire du Conseil de 2004

À titre d'hôte de la XI^e session ordinaire du Conseil, le représentant du Mexique confirme que cette session se tiendra les 22 et 23 juin 2004 à Puebla, et mentionne que son pays fera part, sous peu, des détails logistiques de cette session, notamment l'endroit précis où elle aura lieu.

Donnant suite à la suggestion du directeur exécutif d'élaborer une « déclaration de Puebla », les représentants suppléants sont d'avis qu'il serait utile d'y énoncer les principes de base pour la vision du Conseil quant à l'orientation des travaux de la CCE au cours de la prochaine décennie. Ils invitent le directeur exécutif à ébaucher cette déclaration, en s'appuyant sur les premières conclusions du CEDAA, afin qu'ils puissent l'examiner durant la séance de réflexion qu'ils tiendront les 4 et 5 mai.

Les représentants suppléants examinent l'ordre du jour et le programme général de la session ordinaire du Conseil et les complètent, mais en tenant compte de la suggestion du CCPM de tenir la séance publique au début de la session, le 22 juin. Ils se rangent à cet avis étant donné que cette séance portera sur l'avenir de l'application de l'ANACDE et que le Conseil tirera parti des observations du public avant de délibérer sur ce sujet. Ils conviennent également de porter à la connaissance du public, au cours de la conférence de presse du 23 juin, les conclusions des délibérations du Conseil. Les représentants suppléants décident aussi d'inscrire d'autres points à leur session du 21 juin, notamment l'orientation stratégique de certains domaines du présent programme de travail de la CCE. Ils affirment en outre qu'il serait judicieux que le rapport du directeur exécutif, qui sera distribué au cours de la réception d'accueil du 21 juin, comprenne un compte rendu des réussites qu'a connues la CCE.

Point 7 Examen décennal et séance de réflexion

Les représentants suppléants confirment que leur séance de réflexion aura lieu les 4 et 5 mai 2004 à Playa del Carmen, au Mexique. Elle débutera dans l'après-midi du 4 mai par une discussion avec leurs homologues du commerce au sujet du plan stratégique pour le secteur de programme de la CCE relatif à l'environnement, à l'économie et au commerce. Les représentants suppléants examineront également l'orientation stratégique d'autres secteurs d'activité de la CCE, dont celle du projet de gestion rationnelle des produits chimiques, de l'examen bisannuel du *Programme de coopération sur la santé des enfants et l'environnement en Amérique du Nord*, du cadre stratégique à long terme du Groupe de travail nord-américain sur la qualité de l'air, et de l'examen de l'application de la résolution du Conseil n° 00-09. La deuxième journée sera consacrée à un examen des conclusions de l'ébauche du rapport du CEDAA et à l'élaboration d'une déclaration énonçant les principes de base pour la vision du Conseil quant à l'orientation des travaux de la CCE au cours de la prochaine décennie. Cette séance de réflexion sera

précédée, le 3 mai, par une réunion de hauts fonctionnaires de l'environnement et du commerce, dans le cadre des activités visées au paragraphe 10(6) de l'ANACDE, et elle se poursuivra le lendemain matin, si nécessaire.

Afin que les Parties puissent s'entretenir librement et étant donné que les membres du CCPM tiennent des discussions privées sur le rapport du CEDAA, les représentants suppléants s'entendent pour limiter la participation à leur séance de réflexion à deux ou trois représentants de chacune des Parties. La participation du Secrétariat se limitera également à un soutien administratif et à l'apport de ses compétences dans certains domaines si cela s'avère nécessaire. Les représentants suppléants conviennent de faire part au CCPM des conclusions qu'ils tireront de cette séance.

Avant la tenue de la réunion avec le CCPM, le directeur exécutif saisit l'occasion de faire état des préoccupations qu'ont exprimées les membres de ce comité lorsqu'il a manifesté, un peu plus tôt au cours de la journée, son intention de renforcer les travaux en partenariat avec le secteur privé. Il mentionne que le CCPM a décidé de constituer un nouveau groupe de travail qui se chargera de conseiller le Secrétariat sur la manière d'établir des relations avec le secteur privé.

Point 8 Réunion avec le CCPM

Le représentant suppléant américain rend compte au CCPM du déroulement de la réunion que le Groupe de fonctionnaires de l'environnement et du commerce, constitué aux termes du paragraphe 10(6) de l'ANACDE, a tenue la veille. Il mentionne que les Parties ont eu des discussions fructueuses sur huit éléments pouvant représenter des domaines prioritaires au cours de l'établissement du plan stratégique pour le secteur de programme de la CCE relatif à l'environnement, à l'économie et au commerce. Étant donné que les représentants mexicains du commerce n'ont pu assister à cette réunion, il estime nécessaire que les représentants du ministère de l'environnement du Mexique consultent leurs homologues nationaux du commerce avant que les Parties soumettent à l'attention du CCPM la liste des questions qui pourraient être abordées. En outre, il mentionne que les Parties ont l'intention de se réunir à nouveau, dans le cadre d'une téléconférence de travail, à la suite de la consultation interne que le Mexique entreprendra au cours des prochaines semaines. Après cette téléconférence, les Parties seront en mesure de faire parvenir une copie de cette liste au CCPM.

En ce qui concerne le programme d'activités publiques qui se tiendront dans le cadre de la prochaine session ordinaire du Conseil, M^{me} Donna Tingley mentionne que le CCPM organisera un atelier le 21 juin afin que le public contribue à l'orientation des travaux de la CCE. Le Comité fera part des conclusions de cet atelier au Conseil au début de la séance publique du 22 juin. Étant donné le caractère particulier de la session ordinaire de cette année, elle invite le Conseil à accorder davantage de temps au déroulement de cette séance publique. En dernier lieu, elle mentionne que le CCPM a l'intention d'inviter le secrétaire Cardenas à prononcer un discours au cours de l'atelier afin qu'il fasse éventuellement état des moyens dont le public dispose pour consulter la législation mexicaine.

De son côté, M. Gustavo Alanís-Ortega mentionne que les représentants suppléants ont invité le

CCPM à présenter de l'information supplémentaire sur l'examen de l'application de la résolution du Conseil n° 00-09 s'il le désirait. Il ajoute que le CCPM a formulé au Conseil l'avis n° 03-05 à ce sujet en décembre 2003, à la suite d'une consultation et d'une réunion publiques, mais que le Conseil n'y a pas encore répondu.

En plus des observations de M. Alanís-Ortega, M. Carlos Sandoval souligne que les fonctions du CCPM consistant à formuler des avis au Conseil comportent un volet fondamental : ses relations avec le public. Il affirme que ce dernier est mécontent de la lenteur avec laquelle le Conseil répond aux avis du CCPM, et que le public a l'impression que cette lenteur témoigne du peu d'intérêt que le Conseil porte à son opinion.

M^{me} Jane Gardner appuie la remarque de M. Sandoval et dit souhaiter que le Conseil et le CCPM puissent tenir des discussions plus spontanées et plus franches et trouver des moyens de mieux communiquer. Elle invite les Parties à trouver une façon de restreindre les délais qu'elles accordent à d'autres départements pour formuler des observations, car cela pourrait accélérer leur processus de réponse au CCPM.

Les représentants suppléants énumèrent certaines des contraintes qui empêchent les gouvernements de fournir des réponses rapides, mais reconnaissent qu'il leur incombe de trouver des moyens adéquats pour accélérer ce processus. Ils regrettent que cette question ne soit pas encore réglée, et mentionne à nouveau que les Parties apprécient le temps et l'énergie que chacun des membres du CCPM consacre bénévolement aux travaux. Ils ajoutent que la question soulevée par l'avis du CCPM n° 03-05 est particulièrement épineuse pour tous les intéressés, et se disent désolés de ne pouvoir l'examiner en profondeur au cours de la présente réunion.

M^{me} Merrill-Ann Phare déclare que les membres du CCPM appuient unanimement le projet de renforcement des capacités que la CCE est en train de mettre sur pied afin de remplacer le Fonds nord-américain pour la coopération environnementale, et elle estime nécessaire d'élaborer une approche stratégique pour ce projet et de le faire porter sur le rôle des peuples autochtones. Elle déclare qu'il serait logique de débiter par un suivi à l'étude menée en 2003 sur la participation des peuples autochtones aux activités de la CCE. Elle mentionne également que le public est d'avis que le montant de 73 000 \$ ne constitue pas l'unique solution aux efforts concertés qui s'avèrent nécessaires pour que les peuples autochtones participent aux travaux de la CCE, mais qu'il s'agit d'une bonne base pour commencer à recueillir des suggestions à l'égard du projet. En terminant, M^{me} Phare profite de l'occasion pour féliciter les Parties des progrès qu'a accomplis le Groupe de fonctionnaires de l'environnement et du commerce.

Le représentant suppléant américain fait état de la création de l'*American Indian Environmental Office* (AIEO, Bureau américain des affaires environnementales autochtones) et du *Tribal Operations Committee* (Comité sur les activités tribales) afin de trouver des moyens de faire participer les peuples autochtones à l'élaboration et à la mise en œuvre du programme de l'*Environmental Protection Agency* (Agence de protection de l'environnement) des États-Unis. Il invite le CCPM à entrer en relation avec l'AIEO s'il veut en apprendre davantage sur cette démarche.

En dernier lieu, M. Gustavo Alanís-Ortega estime nécessaire que la CCE tienne compte des enseignements tirés du *Symposium sur le maïs et la biodiversité* lorsqu'elle choisira les domaines sur lesquels portera son prochain plan opérationnel. Il invite également le Canada à faire le point sur l'état d'avancement de la nomination de son nouveau membre au sein du CCPM. La représentante suppléante canadienne indique que ce processus est en bonne voie et que son pays s'efforcera désormais de nommer tous ses membres au CCPM avant la tenue de la session ordinaire du Conseil. En réponse à une question sur la reprise des activités du Comité consultatif national du Mexique, le représentant suppléant mexicain indique que son gouvernement est en train de réétudier sa participation à tous les comités, et qu'il sera en mesure de donner une réponse à ce sujet au cours des prochaines semaines.

M^{me} Chantal Line Carpentier, qui représente le Secrétariat, met les représentants suppléants et le CCPM au courant des travaux visant l'établissement du rapport sur le maïs et la biodiversité qu'a entrepris un groupe consultatif en vertu de l'article 13 de l'ANACDE. Elle souligne, tout d'abord, que ce processus a donné lieu au choix des membres du Groupe consultatif et des auteurs de chacun des neuf chapitres du rapport, et que ces chapitres sont affichés sur le site Web de la CCE afin de solliciter les observations du public à leur sujet jusqu'au 12 avril 2004. Elle précise aussi que le sommaire des conclusions et des recommandations du groupe consultatif sera prêt à la mi-mai, mais que celui-ci en transmettra une ébauche au Conseil à la fin de mars ou au début d'avril. Elle conclut en signalant que le rapport comportera, en annexe, la liste des domaines qui font l'objet de désaccords.

Un membre du CCPM félicite M^{me} Carpentier et le Secrétariat pour l'excellent travail qu'ils ont accompli au cours de la mise sur pied de cette activité. Par ailleurs, il estime important que le Conseil autorise la publication de ce rapport avant la tenue de la session ordinaire de Puebla, et ce, parce qu'il a manifesté un très grand intérêt et beaucoup de sensibilité relativement à cette question au cours du Symposium, qu'il sera massivement représenté à la session ordinaire et que ses attentes sont grandes dans ce domaine. Il est d'avis que le fait de ne pas procéder de cette manière pourrait entacher la crédibilité de la CCE.

Point 9 Levée de la séance

Avant de lever la séance, le président remercie tous les participants d'avoir contribué à une réunion aussi fructueuse et garantit au CCPM qu'il recevra sous peu une réponse à son avis.

SESSION DES REPRÉSENTANTS SUPPLÉANTS N° 04-01**Oaxaca, Mexique, 11 et 12 mars 2004****Liste des délégués**

(établi le 2/03/2004)

CANADA**Représentante suppléante**

Norine Smith, Environment Canada
 Rita Cerutti, Environment Canada
 Kathy Graham, Environment Canada
 Timothy Gallagher, Environment Canada
 Martin Roy, DFAIT
 Patrice Laquerre, DFAIT

MEXIQUE**Représentant suppléant**

José Manuel Bulás, UCAI, Semarnat
 José Manuel Medina Aguilar, UCAI, Semarnat
 María Teresa Bandala, UCAI, Semarnat
 Erika López, UCAI, Semarnat
 Roger Peniche Sala, UCAI, Semarnat
 Maria Elena Porras Calderon, UCAI, Semarnat
 Mariana Bellot, UCAI, Semarnat
 José Lugo Rodríguez, UCAI, Semarnat

ÉTATS-UNIS**Représentant suppléant**

Jerry Clifford, Office of International Affairs, EPA
 David Redlin, Office of International Affairs, EPA
 Janiece Gilbreath, Office of International Affairs, EPA
 Heidi Bell, Office of International Affairs, EPA
 Nadtya Ruiz, Office of International Affairs, EPA
 David Gravallese, Office of General Counsel, EPA
 Joseph Ferrante, Office of International Affairs, EPA
 Sylvia Correa, Office of International Affairs, EPA
 Robert Wing, Office of General Counsel, EPA
 Mathew Witosky, Office of International Affairs, EPA
 Mark Linscott, United States Trade Representative
 Linda Allen, Western Hemisphere Affairs, US Department of State

RÉUNION AVEC LE CCPM**Président du CCPM****Membres**

Donna Tingley
 Gustavo Alanís-Ortega
 Mindahi Crescencio Bastida
 Dan Christmas
 Patricia Clarey
 Adriana Nelly Correa
 Dinkerrai Desai
 Arturo Duran

Jane Gardner
Patricia McDonald
Merrell-Ann Phare
Carlos Sandoval
Laura Silvan

SECRÉTARIAT
Directeur exécutif

William Kennedy
Julie-Anne Bellefleur, Council Secretary
Chantal Line Carpentier, Head, Environment, Economy and Trade
Geoffrey Garver, Director, Submissions on Enforcement Matters Unit
Hernando Guerrero, Director of Mexico Liaison Office
Evan Lloyd, Director of Communications
Doug Wright, Director of Programs
Nathalie Daoust, Executive Assistant
Yamirka Gómez, Administrative Support

**SESSION 04-01 OF ALTERNATE REPRESENTATIVES
DRAFT AGENDA**

To be held on Thursday, 11 March 2004 from 12:00 a.m. to 8:30 p.m.
and continuing on Friday, 12 March from 9:00 a.m. to 3:30 p.m.

Hotel Victoria, Salón Yagul
Lomas del Fortín 1, Oaxaca, Mexico
Tel: 011.52.951.515.2633
www.hotelvictoriaoax.com.mx

Chair: Mexico

Thursday, March 11

- | | |
|---------------|---|
| 10:00 — 12:00 | Alt. Reps' private breakfast meeting with TRAC |
| 12:00 — 12:10 | Item 1 Adoption of the agenda |
| 12:10 — 12:50 | Item 2 Report by the Executive Director and question period |
| 12:50 — 13:30 | Item 3 Report by JPAC Chair and question period |
| 13:30 — 14:45 | Lunch |
| 14:45 — 15:15 | Item 4 Adoption of summary records |
| 15:15 — 16:15 | Item 5 Submissions on Enforcement Matters under Articles 14 and 15 |
| 16:15 — 17:00 | Break |
| 17:00 — 19:00 | Item 6 2004 Council Session |
| | a) Exchange views on the preliminary draft agenda for the Council Session |
| | b) Discuss and come to agreement on a draft Council agenda |
| | • broad themes proposed by the Parties |
| | • specific topics to be discussed |
| | • vision/thoughts on ministerial communiqué |

- c) Discuss logistics/draft general program of events, including timing for the ministers' private meeting)
- d) Discuss and agree to the format of the public portion of the Council session (see Programme of public events, 9:15-11:15 on 22 June)

19:00 — 20:30 Item 7 Ten-year review initiative and retreat

20:30 Alternate Representatives private dinner

Friday, March 12

7:30 — 9:00 Private breakfast for Alternate Representatives, JPAC Chair and Executive Director

9:00 — 12:30 Item 6 2004 Council Session (cont'd)

12:30 — 13:00 Break

13:00 — 15:00 Item 8 Joint meeting with JPAC

15:00 — 15:30 Debriefing by the Secretariat on results of the Symposium and by the Chair of the Advisory Group on draft recommendations

15:30 Item 9 Next meeting and closure of the session

Note: Dress code for the Alternate Representatives' meeting is casual (no tie, no jacket)

**SESSION 04-01 OF ALTERNATE REPRESENTATIVES
ANNOTATIONS TO THE AGENDA**

Item 1 Adoption of the agenda

The Council shall adopt the agenda.

DOCUMENTS:

- a) Draft annotated agenda (distributed 2/03/2004) C/C.01/04-01/AGEN/01/Rev.4

Item 2 Report of the Executive Director

The Executive Director will report on Secretariat activities and any matter requiring the attention of the Alternate Representatives. One such issue relates to the large number of CEC working groups presently in existence and the need, in the opinion of the Executive Director, to review their mandates and structure in order to identify changes that will yield better policy guidance, higher visibility and greater influence for the work program.

DOCUMENTS:

- a) Report of the Executive Director (distributed 1/03/2004)

Item 3 Report by JPAC Chair

Under this item the JPAC Chair will provide an update on JPAC's activities.

DOCUMENTS:

- a) Provisional Agenda of the JPAC regular session 04-01 (distributed 21/01/2004)
- b) Letter dated on 23 October 2003 from the JPAC Chair to Council re: the North American Fund for Environmental Cooperation (NAFEC) (distributed 23/10/2003)
- c) JPAC Advice 03-03 dated 12 November 2003: Proposed Operational Plan for the Commission for Environmental Cooperation (CEC) of North America for 2004–2006 (distributed 14/11/2003)
- d) JPAC Advice 03-04 dated 18 November 2003: The Environmentally Sound Management and Tracking of Hazardous Wastes and Hazardous Recyclable Materials (distributed 24/11/2003)
- e) JPAC Advice 03-05 dated 17 December 2003: Limiting the scope of factual records and review of the operation of CEC Council Resolution 00-09 related to Articles 14 and 15 of the North American Agreement on Environmental Cooperation (distributed 18/12/2003)
- f) JPAC Advice 03-06 dated 9 January 2004: Preventing and Controlling Invasive Species in North America (distributed 13/01/2004)

Item 4 Adoption of Summary Records

In accordance with Council Rules of Procedure (R.11), the Alternate Representatives are expected to approve the summary record of their last session(s) held on 20-21 November and 19 December 2003.

DOCUMENTS:

- a) Summary record of Session 03-06 (distributed by Canada 23/02/2003)
- b) Summary record of Session 03-07 (distributed by Canada 23/02/2003)

Item 5 Submissions on Enforcement Matters under Articles 14 and 15**Item 5.1 Submission SEM-02-001: Ontario Logging**

Pursuant to Council Resolution 03-05, on 17 December 2003 the Secretariat supplemented its recommendation to Council that a factual record be prepared for submission 02-001. As provided by Article 15(2) of the NAAEC, Council may, by a two-thirds vote, instruct the Secretariat to prepare a factual record on the matter.

DOCUMENTS:

- a) Draft Council resolution (to be distributed by Canada)
- b) Secretariat's notification to Council pursuant to Council Resolution 03-05 (distributed 17-12-2003)
- c) Council Resolution 03-05 (available at http://www.cec.org/pubs_docs/documents/index.cfm?ID=1151&varlan=english)

Item 5.2 Limiting the scope of factual records and review of Council Resolution 00-09

The Alternate Representatives may wish to exchange views on the review of Council Resolution 00-09 and JPAC Advice 03-05 (Limiting the scope of factual records).

DOCUMENTS:

- a) Council Resolution 00-09 (available at http://www.cec.org/who_we_are/council/resolutions/index.cfm?varlan=english&year=2000)
- b) JPAC Advice 03-05 (distributed 17/12/2003)

Item 6 2004 Council Session

The Alternate Representatives are invited to exchange views and come to agreement on the preliminary draft agenda for the 11th Regular Session of the Council to be held in June 2004 in Puebla, Mexico. They may also wish to review the draft general program of events and discuss logistics, including timing for the ministers' private meeting.

In preparation for their joint meeting with JPAC on 12 March, the Alternate Representatives may also wish to discuss JPAC's proposal relating to the timing and format of the public portion of the Council Session, which is to be conveyed to the public on 19 March 2004 with the release of the program of events opened to the public. They may also wish to exchange views on how communications between the Council and JPAC may be strengthened.

DOCUMENTS:

- a) Preliminary draft agenda for Council Session (distributed 26/02/2004) C/04-00/AGEN/01
- b) Draft preliminary general program (distributed 26/02/2004) C/04-00/PROG/01
- c) Draft program of events opened to the public (distributed 26/02/2004)
- d) Timeline for the preparation of the 2004 Council Session
(distributed 2/3/2004) C/04-00/PLAN/02/Rev.1

Item 7 Ten-year review initiative and retreat

Following their private meeting with members of the Ten-year Review and Assessment Committee (TRAC) earlier in the day, the Alternate Representatives may wish to exchange views on how the ten-year review initiative may be addressed at the Council Session and discuss arrangements for their retreat tentatively scheduled for 4 or 5 May 2004.

DOCUMENTS:

- a) TRAC's schedule (distributed 6/02/2004)

Item 8 Joint meeting with JPAC

On Friday, March 12, the Alternate Representatives will hold their first meeting of 2004 with JPAC. Items for discussion include an update on the outcome of the Article 10(6) Environment and Trade Officials meeting; the format of the public portion of the 2004 Council Session, the substance and effectiveness of the Council's joint meeting with JPAC in June and the review of Council Resolution 00-09. The Alternate Representatives and JPAC members may also wish to discuss how communications between the Council and JPAC may be strengthened.

The joint meeting with JPAC will conclude with a briefing session by the Secretariat on the results of the Symposium on Maize and Biodiversity and by Dr. Jose Sarukhan, Chair of the Advisory Group, on the draft recommendations of the Advisory Group.

DOCUMENTS:

- a) JPAC proposal re: Draft program of public events at 2004 Regular Session of Council (distributed 10/02/2004)
- b) Letter dated 12 December 2003 from JPAC Chair to Council relating to the substance and effectiveness of the Council/JPAC joint meetings and communications issues (distributed 20/01/2004)
- c) JPAC Advice 03-05 dated 17 December 2003: Limiting the scope of factual records and review of the operation of CEC Council Resolution 00-09 related to Articles 14 and 15 of the North American Agreement on Environmental Cooperation (distributed 18/12/2003)
- d) Agenda for the Symposium on Maize and Biodiversity: the Effects of Transgenic Maize in Mexico (distributed 10/02/2004 and available at http://www.cec.org/pubs_docs/documents/index.cfm?varlan=english&ID=1409)
- e) List of members on the Maize and Biodiversity Article 13 Advisory Group (available at <http://www.cec.org/maize/board/index.cfm?varlan=english>)

Item 9 Next meeting and closure of the session

The Chairperson is expected to close the session.

DOCUMENTS:

- a) Schedule of sessions of Alternate Representatives for 2004, as of 2 March 2004 (distributed 2/03/2004) C/C.01/03-06/PLAN/01/Rev.4

Report of the Executive Director on the Activities of the Commission for Environmental Cooperation

Oaxaca, Mexico, 11–12 March 2004

1 Highlights

As profiled in the recently concluded Operational Plan for 2004–2006, the strategic approach initiated this year brings a new focus to the CEC. The highlights from the preceding year's accomplishments are:

Strengthening partnerships

The past few months have seen continued work with partners in pursuit of CEC objectives. The Secretariat is collaborating with the North American Pollution Prevention Partnership (NAPPP) in an initiative to hold the electronic manufacturing and importing industry to the highest standards concerning the use of hazardous substances by 2006 or 2007. This initiative—the Electronics Toxics Reduction Challenge—will be presented to Council in June. Other partnership developments include the negotiation of World Bank funding for the capacity-building stage of the bio-monitoring project under the environmental monitoring and assessment North American Regional Action Plan (NARAP).

Progress on hazardous waste management

The Secretariat is making steady progress in the execution of Council's directive regarding management of hazardous waste. The draft report on opportunities to improve the tracking of transboundary hazardous waste shipments in North America was completed in January, with a final report to be published in the months ahead. Moreover, a priority wastestream of common concern has been identified, and an outline of steps to address the environmentally sound management of spent lead acid batteries has been developed for the review of the Parties.

Conserving biodiversity

The CEC has been taking steps toward implementation of the new strategic plan for North American cooperation in biodiversity conservation. For example, the collaboration of governments, NGOs, marine conservation scientists and others has just resulted in the identification of the first three Marine Species of Common Conservation Concern, for the purposes of conservation and monitoring across our three countries. This subset of 16 such species of common conservation concern will now be the subject of the North American Conservation Action Plan (NACAP).

Addressing the impacts of pollution on the environment and human health

As directed by Council, the working group on the Sound Management of Chemicals has completed a draft paper on new directions for this important initiative, and we look forward to its review and consideration at our next Council session in June. We are pleased to report the completion of the chlordane NARAP and the ongoing development of the lindane NARAP. Public workshops for the latter, it should be noted, have

been completed in Mexico and, most recently, Alaska, where they were held in conjunction with a major tribal conference. This tribal conference facilitated the engagement of an important northern indigenous population for whom lindane and other HCH pollution is, of course, an important issue.

Maize and biodiversity

Finally, we note the progress towards completion of the Secretariat's Article 13 report, *Maize and Biodiversity: the Effects of Transgenic Maize in Mexico*. We are here in Oaxaca in conjunction with a public symposium and review of the draft report. The obvious public interest in this subject, and the contribution of renowned and international scientists in its preparation and review are a testament to its importance. We really look forward to the deliberations of the symposium and the considered recommendations that will flow from the ongoing work of the international advisory group guiding this project and report. The public and the Parties have improved their understanding of the state of, and outlook for, the North American environment and its relation to human and ecosystem health.

2 Achieving CEC goals

Goal 1: To foster understanding of the state of our environment, and its relation to the economy and trade in North America

Objective A: The public and the Parties have improved understanding of the state of and outlook for the North American environment, and its relation to human and ecosystem health

Facilitating data harmonization and information sharing across North America to foster a better understanding of the current status of the North American environment

PRTR: The Secretariat will soon publish a special feature report in the *Taking Stock* series on toxic chemicals and children's health. Work is also underway among the national pollution release and transfer register (PRTR) officials to update and fulfill the Action Plan to Enhance the Comparability of PRTRs in North America, and to continue supporting Mexico's efforts to implement mandatory PRTR reporting.

Information management: Initial core datasets have been established using the CEC-adopted map reference and documentation standards for data management and visualization. Datasets from program areas have been integrated to support pilot projects in Freshwater, Priority Conservation Areas in B2B, Air Quality and Renewable Energy.

Program support and collaborative projects: An overall assessment of program requirements is now complete. Initial GIS functionality has been established to meet the projects' requirements. Documentation of information resources will provide access to CEC expertise within each program.

North American partnerships for environmental information: Opportunities for collaboration with the major mapping programs in North America have strengthened the common use of standards and protocols to facilitate harmonization of information. These standards include the identification of alternative data and information sources to support CEC initiatives—such as the Inter-American Water Resources Network, the North America Atlas Framework and the Inter-American Biodiversity Information Network. We initiated a review of institutional agreements

and technical requirements to implement CEC Forums in order to encourage the exchange of information and to support partner interaction for each program area.

Assessing and informing the public and decision makers on the impacts of environmental degradation on human and ecosystem health in North America

Children's Health and Environment: Work has begun on the development of the first North American report on indicators of children's health, as called for in Council Resolution 03-10. A consultant has been selected, country-reporting templates developed, and a meeting of the Expert Review Panel and Steering Group for this project scheduled to review the country reports and draft chapters, 12–14 March 2004.

Objective B: *Trade officials and the public understand the environmental effects of liberalized trade, and use that understanding to inform new Agreements*

Assessing and disseminating findings on environment/trade relationship in a transparent manner

A report on environmental impacts of the food-processing sector has been drafted. It will be ready for review in March 2004.

An annotated bibliography of the trade and environment literature has been produced. It will be posted on the web site in March 2004.

Communicating NAFTA lessons learned to trade negotiators and world experts

Two environmental first meetings were conducted: one was on hazardous waste with law and policies; the other was a joint meeting with SMOC on mercury in the Great Lakes.

The CEC hosted a meeting in Ottawa with Environment Canada and the Department of Foreign Affairs and International Trade to exchange our respective results and to start identifying areas of improvement.

Goal 2: *To act as a catalyst to improve domestic law and policy, and enhance environmental enforcement and compliance across North America*

Objective A: *Stronger cooperation in the development, improvement and dissemination of information concerning environmental laws, policies, standards and technical requirements*

Facilitate and promote the sharing of case studies that demonstrate national and local experiences and best practices in priority sectors

The head of the Law and Policy program has met with Environment Canada, Agriculture Canada, the *Comisión Nacional del Agua*, the US EPA and the (US) Army Corps of Engineers to begin assessing its collection of case studies regarding optimal North American water quality practices.

Update and improve the Summary of Environmental Law in North America database on a continuing basis

The head of the Law and Policy program has met with members of the Enforcement and Compliance Working Group to discuss options for enhancing the import and export compliance

support materials developed by the CEC, the governments and nongovernmental sectors. It has been agreed to explore the idea of working with the National Center for Manufacturing Sciences (NCMS) in the US and private sector partners in Canada and Mexico, in order to expand a web-based NCMS-operated border center that will offer trinational compliance assistance information.

Identify priority hazardous wastestreams and recyclables in 2004 and 2005 and, in subsequent years, implement a common approach for the environmentally sound management of these priority wastestreams and recyclables

The Parties have identified their first priority wastestream of common concern: spent lead acid batteries. The Secretariat has interviewed the Parties about the issues they would like to see addressed regarding the environmentally sound management of spent lead batteries, and prepared an outline for their review.

In January, the Secretariat posted on its web site and mailed to stakeholders a report, *Crossing the Border: Opportunities to Improve the Tracking of Transboundary Hazardous Waste Shipments in North America*. The draft report was the result of extensive discussions with the Parties about how transboundary shipments could be improved.

Objective B: *The Parties enhance compliance with, and enforcement of, their environmental laws and regulations*

Providing a forum for Parties and stakeholders to confer on issues of common concern

In January, the Enforcement Working Group (EWG) met and approved final changes to carry out the strategic plan. The EWG also agreed to implement the current 2004 program plan by holding a workshop on vessel pollution in Washington, DC, in May, and undertook better ways of identifying, prioritizing and communicating the environmental issues behind future projects. In February, the North American Wildlife Enforcement Group (NAWEG) held an intelligence training seminar with wildlife enforcement officials from Canada, Mexico and the United States.

Goal 3: *To mobilize international cooperation to resolve critical North American environmental issues*

Objective A: *Conserve North America's biodiversity and use it sustainably*

Contributing to the safeguarding of ecologically significant regions

The Marine Ecoregions and the Baja California to Bering Sea Priority Conservation reports are nearing completion. Review is underway, to be followed by editing and translation. The B2B information has been integrated into the CEC Geographical Information System (GIS), linking the Marine Priority Conservation Areas to the 2004 World Database of Protected Areas and Marine Ecoregions.

Starting at the meeting held in Ensenada on 23 January 2004, participants from the three countries have been reviewing the progress thus far on the B2B Priority Conservation Areas (PCA) project, the Marine Ecoregions project, and the Marine Protected Areas (MPA) management effectiveness project. They have also reviewed and provided feedback on the vision for the North American MPA Network. They have also advised how to identify pilot sites and develop the North American MPA Network. They are organizing a workshop to define action plans for the piloting of the North American MPA Network in the B2B region.

In collaboration with The Nature Conservancy, a trinational advisory group has been established to build the grasslands framework. They are currently discussing the terms of reference to guide collaborative work.

Contributing to the conservation and recovery of migratory and transboundary species

The Species report is in its final stages of editing and translation. The distribution maps for all the Species of Common Conservation Concern (SCCC) have been linked to the terrestrial and marine ecoregions maps.

Beginning at the meeting held in Ensenada 21–22 January 2004, key participants from the three countries have been reviewing progress made on the Marine Species of Common Conservation Concern (MSCCC) and Terrestrial Species of Common Conservation Concern (TSCCC) project. They have suggested ways of developing a common NACAP framework, and defined criteria and processes for selecting the first three species for which NACAPs will be developed. The link between MSCCC and the North American Marine Protected Areas Network (NAMPAN) was also highlighted during this meeting.

The partnership to monitor the ferruginous hawk, a SCCC, was increased to 14. The results were posted at <<http://www.ferruginoushawk.com>>.

Contributing to the reduction or elimination of common threats to North American biodiversity

Three country leads, in coordination with the CEC, are developing a framework for a MSCCC threat analysis report. The initial CEC report has been submitted. It includes the identification of possible impacts of contaminants (pesticides, POPs and heavy metals) on bird populations, as well as recommendations for trilateral collaboration.

A trinational assessment of the ecological and economic impacts of invasive algae in the B2B region is underway. North American priorities to deal with invasive species from the perspective of decision-makers, senators and parliamentarians were identified during the Miami Roundtable on Invasive Species.

Objective B: Ensure North American environmental, economic and trade policies are mutually supportive

Promoting increased trade in environmentally preferable goods and services

The CEC released a study of the trade in environmental goods and services among North American countries and with the rest of the world. A report has been drafted on the economic and environmental impacts of various definitions of environmental goods and services, with a focus on Mexico.

The CEC has pursued ongoing work with the technical working group on the estimation of environmental benefits from renewable energy and energy efficiency. A database has been set up with an interactive map of each province or state's capacity for producing renewable energy, already installed or in the planning stages.

Under review is the North American Market Study (NAMS) for grassland-fed and organic bison and cattle, highlighting awareness of the link between these animals and prairie biodiversity, and studying the public's willingness to pay for meat from these animals.

We have published findings from the September meetings of palm producers, importers, church groups who buy the palms, and certifiers. We also initiated a pilot project involving direct trade between producers and church groups.

The draft report describing presently available Mexican eco-labels, lists, and other means that could be used to support procurement policies is ready, as are the draft reports on the best examples of green procurement policies supportive of development of NAGPI recommendations to the Parties.

The CEC released the joint CEC and Environment Canada report, *Linking Environmental Performance to Business Value: a North American Perspective*. The memorandum of understanding with Environment Canada that leads the network of financial practitioners in North America, and the MOU with UNEP on the North American Task Force of the UNEP financial initiative have been signed. One of the products of the memorandum signed with Environment Canada is a draft report on disclosure of environmental information in the mining sector.

Encouraging the Parties to make greater use of policy instruments that support “greener” trade

The CEC published a paper on the market-based mechanisms on renewable energy, energy efficiency and carbon sequestration in the three NAFTA languages.

Objective C: Prevent or reduce pollution impacts on human and ecosystem health of mutual concern in North America

Facilitating the development and implementation of North American strategies and actions to protect human health and the environment

A draft background paper, *New Directions under the Commission for Environmental Cooperation Sound Management of Chemicals Initiative*, was prepared. It was discussed with selected participants on 24 February 2004. It will be offered on the CEC web site for public comment, then finalized and presented to Council in June 2004.

The chlordanes and the DDT NARAPs have been completed, the latter now being managed as part of the Mexico/Central America DDT Global Environment Facility (GEF) project. The draft NARAP on dioxins, furans and hexachlorobenzene has undergone public comment. Changes are being made to reflect the public's input, and an implementation plan is being prepared in anticipation of formal adoption.

The Environment Monitoring and Assessment work plan is being finalized, based on 15–16 January 2004 discussions. The biomonitoring project was wrapped up at the Cuernavaca workshop of 19–20 February 2004. We are awaiting transfer of World Bank funds (US\$100,000) before launching the capacity-building part of that project.

The PCB NARAP final report is being sent to the SMOC Working Group for approval. Close-out of the NARAP is anticipated in 2004. Work on the mercury NARAP is ongoing, with emphasis on assistance to Mexico regarding remediation options for the Zacatecas area. The CEC-sponsored two-year mercury-monitoring pilot project for Mexico has started, and results are coming in.

The lindane NARAP development process is ongoing, with public workshops completed in Guadalajara, and Anchorage, Alaska. The lead decision document, having undergone public review, is now ready for the approval of the SMOC Working Group and for presentation to Council in June 2004.

Mexico and Canada have presented new members in the SMOC Working Group.

Children's Health and Environment: Council has identified several priorities for work, including testing (shared with Goal 1 above) for lead exposure to children, a follow-up on asthma and other respiratory illness, assistance to healthcare providers, a biennial review of the Cooperative Agenda for Children's Health and the Environment, and support to the Expert Advisory Board.

The biennial review is underway and will be available for Council's consideration at the June 2004 meeting. The Trilateral Children's Health Team is forming the necessary work groups for follow-up actions on asthma and other respiratory illness as set out in the results of the Experts' Workshop on Childhood Asthma Surveillance held in November 2003. As for setting priorities for further work on lead, we are awaiting confirmation from Mexico.

Air Strategy: The North American Air Working Group (NAAWG) will meet with the Joint Public Advisory Committee (JPAC) on 10 March in Oaxaca to review and discuss the NAAWG draft strategic framework. The NAAWG plans to complete the framework prior to the June 2004 Council Session.

Fostering private sector actions to adopt sound approaches to environmental protection

At a meeting in January, the Secretariat submitted to the Parties a proposed outline of the review of optimal environmental management systems. The Secretariat led a panel discussion on the CEC EMS project with Environmental Health and Safety Managers, also that month.

The North American Pollution Prevention Partnership has prepared an initiative (Electronics Toxics Reduction Challenge) that will be discussed with key players from the North American electronics industry at the (US) National Pollution Prevention Roundtable in Baltimore next April. The project would challenge all companies, whether they manufacture or import electronic equipment into North America, to make voluntary commitments to the highest standards regarding restriction of the use of hazardous substances in electronic equipment by 2006 or 2007. Once it has been discussed with the electronics industry, the initiative will be presented to the Council in June.

Goal 4: To provide a forum for public dialogue and participation concerning environmental issues in North America

Objective A: *The North American public and NAAEC Parties view the citizen submission process as a useful and valuable mechanism for enhancing enforcement of and compliance with environmental law in North America*

Article 14 Submissions

Pursuant to Council Resolution 03-15, the Secretariat released the **Rio Magdalena/SEM-97-002** factual record to the public on 11 December 2003. This was the sixth factual record released in 2003. Pursuant to Council Resolution 03-16, the Secretariat began development of a factual

record for the **Pulp and Paper/SEM-02-003** submission. The Secretariat received one new submission, **Hazardous Waste in Arteaga/SEM-04-001** (27 January 2004).

The status of the eleven submissions under review as of 11 February 2004 is as follows:

Draft factual records in development

The following three draft factual records are being developed as instructed by Council:

- 1) **Molymex II/SEM-00-005** (concerning Mexico's enforcement in relation to air quality and environmental impacts of a molybdenum processing plant).
- 2) **Tarahumara/SEM-00-006** (concerning Mexico's enforcement in relation to access to environmental justice by indigenous communities).
- 3) **Pulp and Paper/SEM-02-003** (concerning Canada's enforcement of s. 36(3) of the Fisheries Act and provisions of the Pulp and Paper Effluent Regulations in regard to ten mills in Ontario, Quebec, New Brunswick, Nova Scotia and Newfoundland).

Council vote pending, following notification that a factual record is warranted:

Ontario Logging/SEM-02-001 (concerning Canada's enforcement of section 6(a) of the Migratory Bird Regulations against the logging industry in Ontario). On 17 December 2003, the Secretariat informed the Council that the Secretariat considers that the submission warrants the development of a factual record. The Council, by a two-thirds vote, may instruct the Secretariat to proceed with the preparation of a factual record.

Determination pending whether a factual record is warranted under Article 15(1):

- 1) **El Boludo Project/SEM-02-004** (concerning Mexico's enforcement of its environmental laws with respect to the El Boludo mining project). This submission is being reviewed by the Secretariat in light of Mexico's response to determine whether it warrants development of a factual record.
- 2) **Ontario Power Generation/SEM-03-001** (concerning Canada's enforcement of its environmental laws with respect to Ontario Power Generation's coal-fired power plants).
- 3) **ALCA-Iztapalapa II/SEM-03-004** (concerning Mexico's enforcement of its environmental laws with respect to a citizen complaint filed with the Office of the Federal Attorney General for Environmental Protection—Profepa).
- 4) **Montreal Technoparc/SEM-03-005** (concerning Canada's enforcement of its federal Fisheries Act against the City of Montreal in regard to the discharge into the St. Lawrence River of toxic pollutants from the city's Technoparc site).
- 5) **Cytrar III/SEM-03-006** (concerning Mexico's enforcement of its environmental laws with respect to a hazardous waste landfill owned by Cytrar, S.A. de C.V. in Sonora, Mexico).

Awaiting receipt of a response from the concerned Party under Article 14(3)

Lake Chapala II/SEM-03-003 (concerning Mexico's enforcement of its environmental law with respect to the Lerma-Chapala-Santiago-Pacífico basin). On 19 December 2003, the Secretariat requested a response to the submission from Mexico under Article 14(2). Mexico has up to 60 business days to provide its response, in accordance with Article 14(3).

Reviewing a new submission under Article 14

Hazardous Waste in Arteaga/SEM-04-001 (concerning Mexico's enforcement of the LGEEPA and hazardous waste regulations in connection with three companies in Arteaga). The Secretariat is reviewing this submission to determine whether it meets the criteria of Article 14(1) and, if so, whether it merits requesting a response from the concerned Party under Article 14(2).

Historical Background of Submissions

- The 32 submissions no longer pending were addressed as follows:

Thirteen submissions have been dismissed on the grounds that they did not warrant further consideration based on Article 14(1) or (2):

Spotted Owl/SEM-95-001
Logging Rider/SEM-95-002
Aage Tottrup/SEM-96-002
CEDF/SEM-97-004
Biodiversity/SEM-97-005
Guadalajara/SEM-98-001
Ortiz Martínez/SEM-98-002
Molymex I/SEM-00-001
Jamaica Bay/SEM-00-003
AAA Packaging/SEM-01-002
Dermet/SEM-01-003
Alca-Iztapalapa/SEM-02-005
Home Port Xcaret/SEM-03-002

- **Two submissions have been terminated under Article 14(3)(a):**

Methanex/SEM-99-001
Neste Canada/SEM- 00-002

- **Five submissions have been terminated under Article 15(1):**

Oldman River I/SEM-96-003
Lake Chapala/SEM-97-007
Cytrar/SEM-98-005
Great Lakes/SEM-98-003
Mexico City Airport/SEM-02-002

- **One submission has been withdrawn by the Submitters:**

Fort Huachuca/SEM-96-004

Nine factual records have been prepared and made public:

Cozumel/SEM-96-001
BC Hydro/SEM-97-001
Metales y Derivados/SEM-98-007
Migratory Birds/SEM-99-002
Aquanova/SEM-98-006
Oldman River II/SEM-97-006

BC Mining/SEM-98-004
BC Logging/SEM-00-004
Rio Magdalena/SEM-97-002

The Council has dismissed two submissions under Article 15(2) following notification from the Secretariat that preparation of a factual record was warranted:

Quebec Hog Farms/SEM-97-003
Cytrar II/SEM-01-001

3 Administration and Financial Resources

The Secretariat has received the final 2003 contribution from Canada for 2003. We also received P\$1,338,670 from Mexico in January 2004 towards its 2003 contribution. The amount receivable at this point is P\$370,730.

The third quarterly report for 2003 was sent to the Parties in November 2003. The fourth one was sent at the end of February.

At the moment, the US dollar versus the Canadian dollar has been fluctuating in the 1.30–1.31 range, staying quite close to the level at which we established the 2004 budget.

Human Resources

The recruitment for the French editor replacing Diane Colucci is ongoing.

The recruitment process for program manager Sound Management of Chemicals position has been completed and Mr. Luke Trip has been contracted.

The recruitment process for the position of program manager for Pollutants and Health has been completed.

Office Lease

The renewal of the CEC's lease has been signed.

4 The North American Fund for Environmental Cooperation (NAFEC)

The North American Fund for Environmental Cooperation (NAFEC) is concluding its activities. Projects approved in 2002 and 2003 will continue to receive CEC administrative support until the completion of their activities. From 1995 until 2003, NAFEC awarded 196 grants for a total of C\$9.36 million.

5 Council Session

Canada and the United States have confirmed the availability of their ministers to attend the Eleventh Regular Session of the Council on 22-23 June as proposed by Mexico. As host of the Session, Mexico is expected to confirm the venue as soon as possible. Further to the guidance provided by the Alternate Representatives at their November 2003 session, the Secretariat submitted, for the Parties' consideration,

a draft outline of the agenda for Council's in-camera session. The Alternate Representatives are expected to firm up the list of agenda items and deliverables at their next meeting, to be held on 11–12 March 2004, in Oaxaca, Mexico. They will also be invited to consider a proposal submitted by JPAC relating to the timing and format of the public portion of the Council Session. On 19 March 2004, the Secretariat plans to announce to the public the date, venue and format of the public session.

Le 12 mars 2004

Résolution du Conseil n° 04-03

Instruction au Secrétariat de la Commission de coopération environnementale concernant l'allégation selon laquelle le Canada omet d'assurer l'application efficace de l'alinéa 6a) du *Règlement sur les oiseaux migrateurs* adopté en vertu de la *Loi de 1994 sur la Convention concernant les oiseaux migrateurs* (SEM-02-001)

LE CONSEIL :

À L'APPUI du processus prévu aux articles 14 et 15 de l'*Accord nord-américain de coopération dans le domaine de l'environnement* (ANACDE) relatif au traitement des communications sur des questions d'application et à la constitution de dossiers factuels;

CONSIDÉRANT la communication déposée le 6 février 2002 par la Fédération canadienne de la nature, la Société pour la protection des parcs et des sites naturels du Canada, Earthroots, la Federation of Ontario Naturalists, Great Lakes United, le Sierra Club (États-Unis), le Sierra Club du Canada et la Wildlands League, tous représentés par le Sierra Legal Defence Fund, et considérant la réponse fournie par le gouvernement du Canada le 11 avril 2002;

CONSIDÉRANT ÉGALEMENT la notification soumise au Conseil le 12 novembre 2002, la résolution du Conseil n° 03-05, les nouvelles informations fournies par les auteurs de la communication le 20 août 2003 ainsi que la réponse fournie par le gouvernement du Canada le 16 octobre 2003;

AYANT EXAMINÉ la notification que le Secrétariat a soumise au Conseil le 17 décembre 2003 dans laquelle il est recommandé de constituer un dossier factuel concernant la communication;

CONSTATANT que les nouvelles informations fournies par les auteurs tout autant que la réponse du Canada à ces informations ont trait aux activités de coupe à blanc menées en 2001 dans quarante-neuf (49) unités d'aménagement forestier de la province d'Ontario, particulièrement en ce qui a trait à la saison de nidification des oiseaux migrateurs;

RECONNAISSANT que cinq unités d'aménagement forestier ont été amalgamées et qu'elles font maintenant partie des quarante-neuf (49) unités en question et qu'une autre unité d'aménagement forestier n'a fait l'objet d'aucune activité d'exploitation;

RECONNAISSANT ÉGALEMENT que l'information concernant quatre unités d'aménagement forestier n'était pas disponible à l'expiration du délai accordé aux auteurs en vertu de la Résolution du Conseil 03-05 et que, par conséquent, cette information n'a pas été fournie par les auteurs;

CONSTATANT que lorsque les auteurs d'une communication fournissent de l'information au Secrétariat, la Partie en cause a l'occasion de répondre à cette information;

CONSTATANT ÉGALEMENT que les auteurs peuvent, s'ils le veulent, soumettre une nouvelle communication avec les informations requises concernant les quatre (4) unités d'aménagement forestier pour lesquelles l'information n'était pas disponible dans les délais prescrits;

DÉCIDE PAR LA PRÉSENTE, À L'UNANIMITÉ :

DE DONNER INSTRUCTION au Secrétariat de constituer un dossier factuel conformément, à l'article 15 de l'ANACDE et aux *Lignes directrices relatives aux communications sur les questions d'application visées aux articles 14 et 15 de l'Accord nord-américain de coopération dans le domaine de l'environnement*, au sujet des allégations des auteurs de la communication SEM-02-001, qui affirment que le Canada omet d'assurer l'application efficace de l'alinéa 6a) du *Règlement sur les oiseaux migrateurs* adopté en vertu de la *Loi de 1994 sur la Convention concernant les oiseaux migrateurs*, en rapport aux activités de coupe à blanc menées du 1^{er} janvier au 31 décembre 2001, particulièrement la saison de nidification des oiseaux migrateurs, dans les quarante-neuf (49) unités d'aménagement forestier situées dans la province d'Ontario, qui ont été relevées par les auteurs et qui incluent les cinq unités amalgamées;

DE PRESCRIRE au Secrétariat de fournir aux Parties le plan global de travail qu'il utilisera pour réunir les faits pertinents et de leur donner l'occasion de formuler des commentaires au sujet de ce plan;

DE PRESCRIRE ÉGALEMENT au Secrétariat de vérifier, en constituant le dossier factuel, si la Partie visée « omet d'assurer l'application efficace de sa législation de l'environnement » depuis l'entrée en vigueur de l'ANACDE le 1^{er} janvier 1994. Au cours de l'examen de la prétendue omission d'assurer l'application efficace de la législation de l'environnement, les faits pertinents qui se sont produits avant le 1^{er} janvier 1994 pourront être inclus dans le dossier factuel.

ADOPTÉE PAR LE CONSEIL :

José Manuel Bulás
Gouvernement des États-Unis du Mexique

Judith E. Ayres
Gouvernement des États-Unis d'Amérique

Norine Smith
Gouvernement du Canada